AMBASSADE
DE FRANCE
EN ARMÉNIE
Liberté
Égalité
Fraternité

http://www.ambafrance-am.org

https://twitter.com/ambafr_armenie

Service de Presse

Revue de la presse arménienne du 18 novembre 2020

Situation au Karabakh

25 postes d'observation des soldats de la paix russes ont été déployés/ Les soldats de la paix russes ont déployé 25 postes d'observation dans le Haut-Karabakh. Depuis le 10 novembre, 162 vols ont été effectués pour transporter des soldats de la paix et du matériel militaire. L'armée de défense du Karabakh a démenti les rapports des médias affirmant que les forces azéries ont tendu une embuscade sur les hauteurs de l'Urya et que 200 militaires de l'armée de défense sont encerclés à Ghushchyullar. Selon eux, le régime de cessez-le-feu est maintenu. Selon le porte-parole du Ministère russe de la Défense, **les sapeurs russes ont déminé tout le corridor de Lachine et la route de Stepanakert** et depuis le 14 novembre, **1207 réfugiés sont retournés à Stepanak**ert. Le Ministère russe des situations d'urgence a envoyé une équipe de 30 personnes pour apporter une aide humanitaire. Ils ont installé un camp près de Stepanakert. Le Ministère russe a annoncé qu'il était prêt à envoyer 150 personnes au Karabakh. **Le nombre total de militaires arméniens tués dans la guerre a atteint 1505**. Selon les dernières informations, en présence de soldats de la paix russes et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) **les parties ont déjà échangé 200 corps**. Le système de télécommunication du Karabakh endommagé dans les bombardements azéris est déjà entièrement rétabli. Les jonctions d'approvisionnement en eau, en électricité et en gaz avaient également été endommagées pendant la guerre, mais la plupart de ces infrastructures sont déjà restaurées. Le Centre médical républicain de Stepanakert a repris ses activités après l'instauration du cessez-le-feu le 10 novembre. Les travaux de restauration des centres médicaux dans le Karabakh sont en cours et ils commenceront à rouvrir au public dans les prochains jours.

Dix civils arméniens capturés sur l'autoroute Goris-Shushi/ L'Arménie a soumis une nouvelle demande de mesures provisoires à la CEDH contre l'Azerbaïdjan afin d'empêcher les traitements inhumains et dégradants ainsi que les dommages irréparables à la vie de 10 civils qui ont été capturés sur le chemin de Goris à Shushi. L'Ombudsman de facto du Karabakh a déclaré avoir été informé que le 11 novembre, dix citoyens du Karabakh et de l'Arménie ont disparu sur l'autoroute Goris-Shushi, après quoi une vidéo a été publiée sur les réseaux sociaux azerbaïdjanais, témoignant de leur présence du côté azerbaïdjanais. L'Ombudsman a condamné fermement la disparition forcée de ces personnes, ainsi que leur traitement inhumain prouvé par la vidéo publiée. « *La partie azerbaïdjanaise continue de traiter les prisonniers de guerre et les civils sous son contrôle d'une manière interdite par le droit humanitaire international, qui doit être dûment condamnée et empêchée par la communauté internationale* » a déclaré l'Ombudsman. A cet égard le chef du groupe parlementaire d'opposition « Arménie lumineuse », Edmon Marukyan, a aussi déclaré que les Arméniens étaient toujours capturés, même après la signature de la déclaration trilatérale. Selon lui, le Parlement doit examiner la déclaration trilatérale et informer que puisque les points de la déclaration signée ont déjà été violés, l'Arménie doit, par exemple, se réserver le droit de revoir la pertinence de sortir du corridor de Lachine. Il a recommandé que le parti au pouvoir convoque une session spéciale pour discuter du respect des points de la déclaration et de la légalité de la déclaration.

Programme d'aide pour les résidents du Karabakh/ Les autorités de facto du Karabakh ont approuvé un programme d'aide d'urgence pour ses résidents. Ces derniers n'auront pas à payer l'électricité, le gaz naturel et les autres services publics pour l'année prochaine dans le cadre de ce programme. Le Président de facto du Karabakh a également promis d'indemniser les résidents locaux à faible revenu et les Arméniens du Karabakh dont les maisons ont été détruites pendant la guerre. Ces derniers recevront chacun une aide financière ponctuelle de 300 000 drams (607 dollars). Le gouvernement de facto du Karabakh s'est engagé à résoudre les problèmes de logement de tous nos citoyens sans abri dans un délai de plusieurs années et à fournir entretemps à ces familles une aide financière qui couvrira leur loyer. Il n'a pas précisé le budget total de l'aide, ni indiqué si celle-ci serait financée par le gouvernement arménien ou par le Fonds pan-arménien qui a collecté depuis le début de la guerre environ 200 millions de dollars pour l'aide économique et humanitaire au Karabakh. Le gouvernement arménien a annoncé séparément qu'il

verserait des compensations uniques de 68 000 drams à tous les résidents du Karabakh déplacés. Selon les autorités de facto de Stepanakert, au moins 90 000 civils, soit environ 60 % de la population du Karabakh, ont fui leurs foyers à cause de la guerre. Selon la presse, plus d'un millier de réfugiés seraient retournés au Karabakh depuis la signature de la déclaration du 9 novembre.

Situation intérieure

Les démissions dans le gouvernement continuent/ Le vice-ministre des affaires étrangères, Shavarsh Kocharyan, a été demis de ses fonctions. Il a indiqué que son Twitter que sa lettre de démission datant du 10 novembre a été accepté. Kocharyan occupait ce poste depuis 2008. Le Ministre des situations d'urgence, Felix Tsolakyan, a également démissionné. Rappelons qu'avant le Ministre des Affaires étrangères et la vice-ministre de l'environnement avaient également présenté leurs démissions (cf. revue du 17 novembre 2020, revue du 14 au 16 novembre 2020). La porte-parole de Pachinian a démenti les informations sur le licenciement du Ministre de la Défense.

Les députés d'opposition demandent la démission de Pachinian/ Les députés des partis d'opposition Arménie prospère et Arménie lumineuse ont boycotté l'ordre du jour de la session parlementaire du 17 novembre et ont quitté la salle des séances exigeant la convocation d'une session spéciale pour demander la démission du Premier ministre. Arménie prospère a également insisté sur la levée de la loi martiale. En réponse a ces demandes, Lilit Makunts, cheffe du groupe parlementaire majoritaire, a déclaré que la priorité absolue pour le gouvernement et la société était la stabilisation de la situation.

Nomination du nouveau commandant des troupes de police/ Sur proposition du Premier ministre, le Président a nommé Hayk Babayan commandant des troupes de police et chef adjoint de la police arménienne. Babayan remplacera Gurgen Dallakyan qui, par une autre décision présidentielle, a été relevé de ses fonctions.

La présence des chaines russes dans le multiplex public arménien serait à nouveau permise/ Le Président de la Commission arménienne de la télévision et de la radio, Tigran Hakobyan, a annoncé la signature d'un contrat avec la Russie concernant la diffusion des chaînes de télévision russes en Arménie. Selon lui, un accord interétatique sera très probablement signé avec la Russie, et un ou deux créneaux publics et de fréquences seront fournis aux sociétés de télévision russes. Pour rappel, le Parlement arménien avait adopté en juin dernier une loi sur les médias audiovisuels qui interdit, entre autres, la présence les diffuseurs étrangers dans le multiplex public arménien (cf. revue du 19 juin 2020).

Réactions internationales

Lavrov sur le conflit/ Le Ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a qualifié de malentendu la déclaration des représentants américains et français concernant la connaissance insuffisante de la déclaration du 9 novembre des dirigeants de la Russie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie sur le Haut-Karabakh. Selon lui, la partie russe a travaillé en contact étroit avec les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE. Dans ce contexte il a rappelé les entretiens téléphoniques du Président russe avec son homologue français, ainsi que ses entretiens avec le MAE français. Lavrov a également déclaré que les parties au conflit devraient reconnaître la nécessité d'étendre la présence des organisations internationales au Karabakh. Selon lui, plus cette présence sera importante, « plus la création de conditions propices au rétablissement de la paix et de l'harmonie ethno-religieuse sera efficace ». D'après Lavrov, Moscou n'observe pas de tentatives de réécrire ou de réviser la déclaration trilatérale sur le Haut-Karabakh. « Si je comprends bien, il y a actuellement des discussions difficiles en Arménie. Les 17 partis, qui se sont unis pour soutenir les intérêts de leur pays, se sont opposés sans équivoque à toute tentative de révision de cette déclaration » a déclaré Lavrov ajoutant que « nous partons de là et ferons de notre mieux pour que de telles tentatives n'aient pas lieu et ne soient de toute façon pas couronnées de succès ». Lavrov a également déclaré que le CICR pouvait jouer un rôle important pour surmonter les conséquences humanitaires de la crise au Karabakh. Selon loi, l'expérience du CICR, qui est présent dans la région depuis de nombreuses années, serait utile aux organisations qui n'y ont pas encore déployé leur travail. Moscou espère que d'autres structures humanitaires, en premier lieu les agences des Nations Unies, se joindraient au travail au Karabakh. Le porte-parole du Kremlin a assuré, à son tour, que si les États-Unis et la France, en tant que coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, avaient besoin de précisions sur la Turquie et le Karabakh, ils leur serait fourni des informations.

Poutine sur le conflit/ La presse rend compte de l'interview du Président russe sur le Karabakh. Poutine a souligné l'impotence de l'arrêt de l'effusion du sang et du déblocage des communications dans la région. Il a rappelé que le conflit avait commencé par le pogrom anti-arménien de Sumgaït. Parlant du statut du Karabakh, Poutine a déclaré que pour le moment c'est le statut quo qui était maintenu, mais que le statu serait discuté dans l'avenir entre les participants du processus. Poutine a souligné à plusieurs reprises le fait que l'Arménie n'a pas reconnu le Karabakh comme nul autre pays. Selon Poutine cette non reconnaissance a significativement impacté le cours des événements et sa perception internationale car pour cette dernière, l'Azerbaïdjan était en train de recouvrer ses propres territoires. A cet égard, le Président russe a rappelé l'historique et les circonstances de la reconnaissance par la Russie de l'Ossétie du Sud, de l'Abkhazie et de la Crimée. « *Dans le cas du Karabakh ça [la reconnaissance] n'a pas été faite, et ceci a significativement impacté les événements là-bas* ». Selon Poutine, la question du transfert de la ville de Shushi à l'Azerbaïdjan n'a jamais été soulevée avant et elle s'est posée lors de la nouvelle crise du conflit. D'après lui, c'est la question de retour des 5+2 régions et le retour des réfugiés des deux parties qui était sur la table des négociations depuis un moment. Poutine a déclaré que les 19-20 octobre, il avait eu des conversations téléphoniques avec les dirigeants arménien et azéri et à ce moment-là les azéris avaient pris le contrôle d'une partie peu significative du Karabakh. Selon lui, à ce moment-là, il avait persuadé le Président azerbaïdjanais de suspendre les hostilités à la condition que les réfugiés azéris puissent rentrer à Shushi, mais, à sa surprise, la partie arménienne avait considéré cette condition inacceptable. Poutine a ajouté qu'il ne comprenait pas pourquoi le Premier ministre Pachinian avait refusé d'accepter cette condition, car la partie arménienne garderait le contrôle sur cette partie du Karabakh et que seuls les civils azéris seraient retournés à Shushi sous contrôle des soldats de la paix russes. Selon Poutine les accusations de trahison contre Pachinian sont sans fondement, mais c'est une autre question de savoir s'il avait pris une bonne ou mauvaise décision. Quant au rôle de la Turquie et le centre commun, Poutine a rappelé que la Turquie avait soutenu l'Azerbaïdjan et ne l'avait jamais caché. « *Ce sont les conséquences géopolitiques de l'effondrement de l'union Soviétique* » a déclaré Poutine en ajoutant que l'Azerbaïdjan était un pays indépendant et avait le droit de choisir ses alliés. Quant au centre russo-turc de l'observation du cessez-le-feu, Poutine a dit croire avoir convaincu les partenaires turcs et azéris de ne pas créer des conditions qui provoquerait une des parties de l'accord à des mesures extrêmes. Selon lui, il ne faut pas provoquer la partie arménienne avec la présence des soldats turcs sur la ligne de contact vu le fait du Génocide des Arméniens. D'après Poutine, la Turquie va participer au processus de l'observation du cessez-le-feu via ce centre commun et via des drones. Les informations et les analyses seront faits ensemble. Le centre sera sur le territoire azerbaïdjanais. Quant au Groupe de Minsk de l'OSCE, Poutine a hautement évalué le rôle de la France et des États-Unis dans le processus, car ils cherchaient les solutions et avaient soutenu la proposition de la Russie en 2013 concernant les bases du règlement. Quant à la possibilité de prendre en compte en détail l'avis de tous les partenaires sur le document signé, selon Poutine c'est une question purement technique. Selon lui, la déclaration est basée sur les principes communs. Poutine a rappelé que l'OTSC ne pouvait pas intervenir, car les batailles ne se passaient pas sur le territoire arménien. Selon Poutine, la Russie, conformément à ses engagements, a rempli tout son rôle et l'Arménie ne se sentait pas abandonnée. A la question de savoir ce qui se passerait si à la suite des processus internes en Arménie un nouveau gouvernement vient au pouvoir et refuse de respecter la déclaration, Poutine a répondu « *Ce serait un suicide* ». Selon lui, Pachinian a honnêtement présenté la situation au peuple et l'Arménie était arrivée à un état sur le champ des batailles qu'il fallait prendre une décision. Selon Poutine, même dans ces conditions chaque mot et virgule a été négocié. Rappelant que l'Arménie est un pays souverain, Poutine a cependant indiqué que pour un pays en danger de guerre, il ne fallait pas se comporter, y compris dans l'organisation du gouvernement, de manière à diviser la société. Selon lui, c'est très dangereux et contre-productif. Quant aux relations russo-arméniennes, Poutine a dit qu'il n'y avait pas de spécificités dans les relations bilatérales, y compris lors du mandat de Pachinian tout en notant « *Je trouve qu'un pays qui se trouve dans une situation difficile, sur le plan des opérations militaires, ne peut pas se permettre d'organiser la vie politique intérieure et du pouvoir dans les rues. Cela n'apporte rien de bien. La division de la société n'apporte rien de bien* ». Poutine a rappelé qu'il avait des bonnes relations avec les anciennes autorités, mais que ceci n'avait pas impacté les relations inter étatiques. Selon lui, la Russie et le peuple arménien ont une histoire ancienne de relations et c'est plus important que les relations entre des individus concrets.

Réunion à Moscou entre les diplomates français, américains et russes/ Citant *Reuters*, la presse locale indique que les diplomates français et américains s'entretiennent avec la Russie mercredi à Moscou pour lever les ambiguïtés liées au cessez-le-feu au Karabakh. Le Ministre français Jean-Yves Le Drian, a déclaré que les ambiguïtés étaient liées à la question des réfugiés, à la délimitation du cessez-le-feu, à la présence de la Turquie, au retour des combattants et au début de la négociation sur le statut du Haut-Karabakh.

Autres réactions internationales/ Le Président azerbaïdjanais a exclu tout statut autonome pour le Karabakh. Lors de sa visite dans la région Fizuli apparue sous le contrôle azerbaïdjanais, Aliyev déclaré que les Arméniens « ont tout détruit ici et en répondront devant les tribunaux internationaux ». Le parlement turc a approuvé l'envoi de soldats turcs en Azerbaïdjan pour le centre russo-turc de l'observation du cessez-le feu (cf. revue du 12 novembre 2020). Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, a déclaré que les États-Unis se félicitaient du cessez-le-feu dans le Haut-Karabakh, mais qu'ils exhortaient les parties à aller de l'avant dans la recherche d'une solution politique durable au conflit. Le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Nikolaï Patrushev, a déclaré que les secrétaires des conseils de sécurité de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) s'étaient prononcés en faveur d'un élargissement de la coopération pour prévenir l'infiltration de combattants terroristes étrangers sur leur territoire. L'Ambassadeur d'Arménie aux Pays-Bas a déclaré que le Parlement néerlandais a adopté 5 motions sur les atrocités commises par turco-azéris contre le Karabakh. Des sanctions individuelles ont été adoptées contre le Président et le vice-président azerbaïdjanais, le président turc et d'autres. Une des motions concerne un embargo sur les armes à l'échelle européenne contre la Turquie pour sa complicité dans l'agression. La fondation Aznavour a indiqué que le Président français a reçu à l'Élysée des représentants de la communauté arménienne de France, dont Nicolas Aznavour et a promis l'envoi d'aide humanitaire en Arménie.

120459 cas confirmés de coronavirus/ Au moment de la rédaction de cette revue, les autorités ont confirmé 120459 cas de coronavirus dans le pays dont 80069 ont été guéris et 1839 patients sont décédés.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun cas exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.